

Marseille, le 2 Décembre 2024

Communiqué de l'Union Nationale Interprofessionnelle
des Retraité-e-s de Solidaires Bouches du Rhône :

MANIFESTATION DES RETRAITE/ES LE 3 DECEMBRE

Les retraité/es de l'UNIRS/Solidaires13 de la CGT, FO, FSU, FGR/FP, CGC, CFTC et LSR répondent à la mobilisation nationale du 3 décembre et appellent à se rassembler ce jour-là à Marseille, place Général de Gaulle, à 10 h 30, pour aller en manifestation jusqu'à la Préfecture, où nous serons reçus en audience.

Nous réaffirmerons nos revendications pour l'indexation totale et entière de toutes les retraites sur l'inflation dès le 1er janvier 2025, pour une société démocratique de solidarité avec une politique budgétaire qui renforcera la Sécurité Sociale, les Services Publics, en particulier ceux de la santé avec des soins de qualité pour toutes et tous sur tout le territoire.

Campagne « anti vieux » et « bouc émissaire » dans une guerre générationnelle ?

Depuis des années, les retraité/es sont considérées par nos gouvernants comme une catégorie à part, des improductifs voire des inutiles, traité/es comme une caste de privilégié/es, alors qu'ils/elles ont obtenu cette « faveur » après une vie de labeur et bien après 60 ans pour la plupart. Comme s'ils devaient s'en excuser !

Depuis l'arrivée au pouvoir d' E. Macron en 2017, la retraite, issue de cotisations sociales, donc d' une part de notre salaire, fait partie des dépenses sociales, dépendantes d'un PIB toujours à la baisse. Le pouvoir la pointe du doigt comme toujours trop coûteuse, comme nos dépenses de santé. E. Macron et son gouvernement cherchent à tout prix à nous diviser, à nous opposer aux actifs, aux chômeurs à la jeunesse pour nous culpabiliser. Et, aujourd'hui, nous voilà même responsables de la dette. Le leitmotiv actuel sur les « retraité/es qui doivent faire des efforts », en opposant actifs cotisants et retraité/s qui doivent passer à la caisse, cherche à décrédibiliser notre modèle social en dévoyant la solidarité intergénérationnelle.

Tripatouillages comptables de Barnier

Le déficit public pourrait dépasser cette année les 6 % de PIB. Pour M. Barnier, les lers ciblés ont été les retraité/es, accusé/es d'avoir un niveau de vie trop élevé par rapport à celui des actifs.

Après avoir voulu supprimer la revalorisation de nos retraites en janvier, il ne les revalorisera qu'à moitié de l'inflation, soit 0,8 %, puis les retraites en dessous de 1426 euros le seront à 1,6 % en juillet 2025. Comme si on était riche avec 1426 euros !

C'est une grave remise en cause du droit inconditionnel à notre retraite, traitée comme une allocation sociale, revalorisée ou non au gré du gouvernement, en fonction du budget de l'Etat. Ils veulent même supprimer définitivement notre indexation annuelle prévue dans le Code de la Sécurité Sociale.

En 2018, E. Macron était passé outre la loi malgré une inflation de 1,6% et avait indexé seulement de 0,3% en 2019 et de poursuivre cette sous indexation. La revalorisation de 5% en de 2024, sans cesse mise en avant, porte en fait sur l'année 2023. Nous avons fait les calculs : nous avons perdu depuis 2020 plus de 3 mois de retraite et jusqu'à 4,5 mois pour celles et ceux qui ont subi l'augmentation de la CSG de 2018.

Cynisme d'Etat pour paupérisation de classe !

Ce semblant de revalorisation au 1er janvier 2025, dans un calcul misérable, va encore aggraver nos difficultés à vivre au quotidien et à nous soigner.

Les « Petits Frères des Pauvres » dans leur rapport annuel s'inquiètent d'une « société qui fabrique de vieux pauvres » avec 18% de retraité/s pauvres, un taux de pauvreté supérieur à celui de l'ensemble de la population. Près de 3 millions de retraité/es touchent moins de 1000 euros/mois dont 74% de femmes et 55% sont en dessous du SMIC actuel. La pauvreté gagne du terrain chez les retraité/es qui se retrouvent de plus en plus isolé/es et fragilisé/es.

Quand on veut se débarrasser de son chien, on l'accuse d'avoir la rage !!!

Dans un autre registre du même acabit, il y a la présumée « faillite » de notre régime de retraite « à bout de souffle » parce qu'étouffé avec la nécessité de développer l'épargne retraite et d'introduire une part de capitalisation, pouvant être obligatoire, en faisant rentrer le loup dans notre système.

Il s'agirait d'une autre attaque frontale contre la solidarité : ce serait alors un régime fondé sur l'individualisme et sur les inégalités, comme en Grande Bretagne où les travailleurs sont obligés de s'en sortir tout seuls en épargnant quand c'est possible avec pour conséquence des millions de retraité/s pauvres.

... / ...

Détruire nos retraites pour nous faire travailler toujours plus au-delà de l'espérance de vie en bonne santé avec des retraites toujours plus faibles, assécher les ressources de la Sécurité Sociale en engendrant son « trou » avec toutes les exonérations massives de cotisations sociales et patronales (80 milliards), c'est pousser celles et ceux qui le peuvent à miser sur des complémentaires auprès des assurances privées, des fonds de pension, dépendants des cours boursiers qui dégringolent, à la merci même d'un Krach, comme ça s'est passé à plusieurs reprises aux Etats Unis en 2008, 2017.

La santé n'est pas une dette encore moins un marché spéculatif

M. Barnier prévoit 15 milliards en moins pour la Sécurité Sociale, malgré une situation qui ne cesse de se dégrader :

- hôpital public en lambeaux, services d'urgences saturés, des mois d'attente pour un scanner, IRM ou pour consulter des spécialistes,
- remboursements qui s'amplifient (consultations médicales, médicaments,
- dépassements d'honoraires excessifs, par exemple 500 euros pour une cataracte, soins dentaires, transports sanitaires...),
- franchises médicales, pas du tout remboursées, sont doublées pour nous responsabiliser comme si nous étions des profiteurs !

Tout ça pour nous obliger à recourir aux complémentaires et assurances privées qui répercutent ces transferts sur leurs tarifs, à la seule charge du retraité qui, faute de moyens sont de plus en plus nombreux à devoir renoncer à se soigner correctement.

Ainsi, les complémentaires « santé » avec les assurances privées commencent à prendre le pas sur la Sécurité Sociale et son beau principe : *cotiser en fonction de nos moyens pour recevoir selon nos besoins*. Progressivement ce n'est plus « *à chacun selon ses besoins* » dans un système solidaire mais « *à chacun selon ses moyens* », individuellement de se débrouiller.

Les retraité/es appellent ce 3 décembre partout en France pour réaffirmer qu'en finir méthodiquement avec la logique de toute solidarité et avec notre pacte social créé par le CNR, à la Libération, est une réelle imposture, dangereuse avec une société déshumanisée remplie d'injustices et d'inégalités sociales. Cela ne fait qu'alimenter l'extrême droite, alors que ce contrat social a été justement élaboré pour que plus jamais celle-ci ne sévisse.

Contact : Roselyne Garcia 06 12 58 81 11